

Europe 2024

Des choix essentiels !



Citoyens européens, le 9 juin 2024, nous sommes appelés à voter pour choisir nos députés au Parlement européen. Au cœur de la démocratie européenne, ceux que nous choisirons auront la responsabilité d'élire, puis de contrôler, les membres de la Commission européenne et de voter les lois européennes des 5 prochaines années en même temps que le Conseil de l'Union européenne (ministres des gouvernements nationaux).

Ne nous trompons pas : ce n'est pas une élection française. Il ne s'agit pas de juger le gouvernement français, mais notre vote aura un impact sur la vie de nos 450 millions de concitoyens européens. Il s'agit de permettre à l'Europe d'agir, chez nous et au plan mondial.

Tous concernés. Directement dans notre vie. L'Europe c'est notre liberté de circulation, la préservation de notre environnement, notre monnaie, notre consommation (contrôle des produits importés), les conditions de travail, l'égalité entre les femmes et les hommes, de nouvelles politiques industrielles, le contrôle des réseaux sociaux, la maîtrise de l'intelligence artificielle, etc.

Un mandat exceptionnel

Paix et guerres, climat, environnement, pandémie de COVID, cohésion économique et sociale, la mandature européenne qui s'achève (2019-2024) a montré que l'Europe était le bon niveau pour agir. Pour la première fois de son histoire, l'Union s'est mobilisée de façon exceptionnelle. Elle a défini et commencé à mettre en œuvre un Pacte vert ambitieux. Elle a dépassé les règles établies pour acheter et répartir les vaccins, pour défendre l'Ukraine, pour financer une relance de l'économie.

Est-ce suffisant ? Certainement pas. L'inflation a sévi. Les inégalités se sont aggravées. Replis nationalistes, intérêts économiques à court terme, divergences entre les États membres, ont empêché nombre de progrès. Des projets de lois sociales, ou concernant le Pacte vert ont été édulcorés ou se sont heurtés, ces derniers mois, aux blocages des gouvernements nationaux.

Que faire ?

- **S'informer** et demander aux médias d'accorder la place nécessaire aux informations européennes ;
- **S'impliquer** et débattre dans nos associations, syndicats et partis qui agissent aussi au plan européen ;
- **Voter** pour que notre voix soit agissante.

Associations et mouvements chrétiens engagés dans la société, nous soutenons les valeurs de paix, de justice, de solidarité, de protection des droits humains, d'égalité entre les femmes et les hommes que l'Union européenne veut promouvoir*. Comme les évêques européens nous partageons le projet européen**. Il est essentiel de choisir des députés européens qui œuvreront pour le projet européen et pour le bien commun.

C'est le moment de nous interroger et d'interroger les candidats sur leurs choix.

Voici quelques repères :

- **L'Europe pour nous protéger et défendre nos libertés**

Nous vivons dans un espace de démocratie et de liberté, rare dans le monde. Nous sommes menacés par l'agression russe en Ukraine. Nous sommes confrontés à des tentatives de déstabilisation politique, à la volonté de domination des régimes dictatoriaux chinois et russes, à des poussés nationalistes chez nous et aux Etats-Unis.



Garantie de nos libertés démocratiques, indépendance de l'information, pluralité des médias.
Développement de la citoyenneté européenne, renforcement de l'information sur l'Europe.
Comment contrer les ingérences hostiles, construire une défense européenne et garantir la paix ?

• Réussir la mutation écologique

La crise climatique et écologique nous menace tous. L'Europe est la bonne échelle pour y faire face. Le Pacte Vert européen est la réponse qui concerne tous les domaines d'activités : l'industrie comme l'agriculture. Mais il se heurte à des tentatives de blocage, ou d'édulcoration par des lobbys économiques et par certains Etats. Nombre de mesures écologiques de la Politique Agricole Commune viennent d'être abandonnées.



Réduction drastique des gaz à effet de serre, protection de la biodiversité, transports en commun, isolation des logements. Efforts répartis avec justice sociale.
Agriculture de qualité respectueuse de l'environnement, aide au monde rural, réglementations de l'agro-industrie. Comment renforcer les politiques européennes de santé ?

• Améliorer la cohésion économique et sociale

L'Union européenne veut promouvoir « la cohésion économique, sociale et territoriale ». L'Euro nous protège des chocs économiques et comporte des contraintes. Longtemps ignorées, des politiques industrielles se mettent maintenant en place. L'Union a pris des mesures de protection numérique. Elle soutient le dialogue social, mais le dumping fiscal et social perdure, y compris au plan européen.



Investissements publics et privés renforcés, soutien à l'emploi, services publics proches des citoyens, renforcement du rôle des partenaires sociaux.
Efforts contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, appui aux associations d'accueil et d'aide.
Développement de l'éducation et de la formation professionnelle.
Comment contrôler les grandes entreprises technologiques et les réseaux sociaux ?

• Conforter les responsabilités de l'Europe dans le monde, respecter les droits des migrants

Première pourvoyeuse mondiale d'aide publique au développement, la politique extérieure européenne reste dépendante de l'unanimité entre les Etats membres. Il en est de même de sa défense. Un pacte européen sur l'asile et l'immigration vient d'être adopté, mais les migrants continuent de mourir en Méditerranée et dans la Manche.



Ouverture de voies légales pour les migrants, accueil soucieux de la dignité humaine, accès à des emplois. Augmentation de l'aide au développement pour atteindre les objectifs de l'ONU.
Comment responsabiliser les multinationales, rendre le commerce international équitable, respectant l'environnement et les droits humains, et sans concurrence faussée ?

• Renforcer l'Union européenne

Les institutions européennes sont appuyées sur les principes de proportionnalité et de subsidiarité (faire au plus proche des intéressés tout ce qui peut l'être, et de façon centrale ce qui peut mieux l'être à ce niveau). C'est la garantie de leur fonctionnement démocratique. Le poids d'intérêts divergents et des égoïsmes nationaux paralyse trop souvent l'Union. C'est le cas lorsque le Conseil de l'Union (ministres des gouvernements nationaux) s'oppose au Parlement européen (représentant les citoyens européens). Ce risque est aggravé avec les perspectives d'élargissement à des pays candidats.



Vie politique européenne plus proche des citoyens, notamment des jeunes. Développements des échanges (Erasmus, etc). Budget européen renforcé (il est trop faible : seulement 1% du PIB).
Comment changer les règles pour que le bien commun européen domine sur les intérêts particuliers (y compris ceux des gouvernements nationaux) en renforçant le Parlement européen et en mettant notamment fin à l'unanimité au Conseil de l'Union ?

L'Europe est la bonne échelle, pour nous protéger, pour maîtriser notre avenir et agir dans le monde.

Nous refusons les manipulations qui créent peurs, xénophobie et repli nationaliste.

L'Union européenne doit surmonter son retard social et corriger ses déficiences institutionnelles.

C'est le moment de renforcer l'Union, sa capacité de décision et d'action pour qu'elle poursuive toujours davantage la recherche du bien commun.

* Voir art.2 et 3 du Traité sur l'Union européenne - TUE

** Voir déclaration de la COMECE (Commission des évêques de l'Union européenne) 13/3/2024 : « *Le projet européen d'une Europe unie dans la diversité, forte, démocratique, libre, pacifique, prospère et juste est un projet que nous partageons et dont nous nous sentons redevables. Nous sommes tous appelés à exprimer cet attachement en votant et en choisissant de manière responsable les députés européens qui représenteront nos valeurs et œuvreront pour le bien commun au sein du prochain Parlement européen.* ».